

hebdomadaire

n° 3017 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## TVA SOCIALE: TOUT VA AUGMENTER

*FO l'a qualifiée d'erreur économique et de dangereuse socialement. Visant l'allègement du coût des cotisations sociales pour les entreprises, elle conduira à l'augmentation des prix, exerçant une pression sur la consommation, principal moteur de la croissance (lire page 3 et en page centrale).*

### AGIR événements

Les «accords de compétitivité-emploi» sont une forme de chantage auquel **les salariés n'ont guère intérêt de céder**, comme l'illustre le cas d'Osram (Bas-Rhin).

Lire page 2

Le sommet européen du 30 janvier a consacré la rigueur budgétaire comme une fin en soi et la règle d'or comme méthode.

Lire pages 4 et 5

Rassemblements, manifestations et arrêts de travail se sont multipliés et ont fait du **31 janvier une mobilisation massive** dans l'Éducation nationale.

Lire page 6

Un groupe de pirates informatiques a piraté le site internet de FO Police et a publié les coordonnées personnelles de cinq cents délégués syndicaux.

Lire page 7

**EURO: REMETTRE LA MONNAIE À SA PLACE**

Lire l'éditorial page 4

### RESPIRER culture

Elle a failli s'appeler l'ECU (European Currency Unit), mais c'est finalement le terme euro qui s'est imposé. **Petite histoire de la monnaie unique en vigueur dans dix-sept pays de l'Union européenne.**

Lire page 15

### INFOGRAPHIE en pages centrales

Les patrons peuvent mettre **le champagne au frais: le projet de TVA sociale** présenté par le chef de l'État leur fera économiser 13 milliards d'euros, qui seront payés par le consommateur.

### MONTRER enquête

Le SMIC est dans le collimateur des libéraux, qui y voient un obstacle à l'emploi. Un discours de propagande qui ne repose sur aucun fait concret.

Lire pages 17 à 20





L'éditorial de Jean-Claude Mailly

# EUROPE: REMETTRE LA MONNAIE À SA PLACE

Après le sommet européen de début décembre 2011, le sommet du 30 janvier a confirmé la volonté d'ancrer la construction européenne dans une logique d'orthodoxie budgétaire et d'austérité. Sous la pression du gouvernement allemand, les pays européens, dont le gouvernement français, acceptent la trajectoire de réduction accentuée des déficits publics pour la mise en œuvre de programmes d'austérité. Et, puisque la confiance ne règne pas, il faut s'assurer que les trajectoires seront bien respectées en inscrivant dans chaque pays – de manière constitutionnelle ou quasi constitutionnelle – la fameuse règle d'or et en instaurant un système de sanction financière automatique. L'austérité acquiert ainsi une valeur constitutionnelle, l'emploi, les salaires, les conditions de travail et de vie étant de plus en plus les variables d'ajustement de politiques économiques rigides destinées à satisfaire les rentiers. En d'autres termes, l'austérité est préférée à la vie des peuples. C'est une logique suicidaire sur le plan économique, social et démocratique. Aucune leçon n'a encore été tirée quant aux erreurs et mensonges manifestes sur les modalités de la construction européenne. Tout se

passera comme si, tout en reconnaissant que les modalités de la mise en place de l'euro étaient mauvaises, on considère aujourd'hui qu'on n'a plus d'autre choix que de continuer les mêmes erreurs. Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de remettre en cause l'euro, mais de remettre la monnaie à sa place: celle d'un instrument au service d'une politique économique et sociale de progrès. Il est grand temps que l'Union européenne se mette au service des travailleurs et du progrès social. Ce qui suppose effectivement de rompre avec les modalités actuelles de la construction européenne. L'inscription dans le marbre de l'austérité ne peut que conduire à la récession, au chômage, à l'accroissement des inégalités et à la remise en cause possible de la démocratie. Aujourd'hui, cette logique commence à atteindre des sommets en Grèce où la troïka se montre de plus en plus exigeante pour mettre à genoux le peuple grec. Ce n'est pas pour le plaisir de souligner que nous avons raison, mais cela fait des années que, tout en étant européens, nous contestons fortement les modalités de la construction européenne, uniquement guidée par le capitalisme libéral et l'illusion dangereuse de la concurrence pure et parfaite. C'est aussi pourquoi nous nous inscrivons dans la journée décidée par la CES – le 29 février – pour contester l'austérité et exiger une politique basée sur

l'emploi et la justice sociale. Des initiatives auront lieu de manière diverse dans les différents pays. En France, Force Ouvrière ne s'associera pas aux manifestations voulues par la CGT, qui entend convoquer une «intersyndicale». La CGT, au moins ses dirigeants, a décidé de s'inscrire dans la campagne électorale présidentielle en commençant à donner des consignes de vote. Ce n'est pas notre façon de concevoir le syndicalisme libre et indépendant. J'ajoute qu'en matière d'élections politiques, nous n'avons pas à nous ériger en directeur de conscience. Les salariés voteront dans le secret de l'isoloir en tant que citoyens majeurs. Nous restons sur le terrain syndical, celui de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs, quels que soient les employeurs et le gouvernement. En démocratie, cela exige l'indépendance syndicale. Nous nous inscrivons donc, à notre manière, dans le 29 février, en confectionnant et en faisant distribuer un tract et en envoyant une délégation à Bruxelles en cas de rassemblement ou de manifestation. Et sous peu, une lettre argumentaire rappelant l'essentiel de nos revendications sera rendue publique. Être indépendant, c'est notamment ne pas donner de consigne de vote, mais les revendications continuent, y compris pendant les périodes électorales.

S	O	M	M	A	I	R	E
<b>AGIR</b>		<b>SAVOIR</b>		<b>RESPIRER</b>		<b>MONTRER</b>	
<p><b>Page 2</b> Cas d'école: Osram, deux ans après le chantage à l'emploi. Trois questions à... Isabelle Astié, déléguée FO d'Osram à Molsheim.</p> <p><b>Page 3</b> Compétitivité: L'impossible vocation sociale de la TVA. «La crainte d'un effet récessif pour la croissance», Mathieu Plane, économiste au département «analyse et prévision» de l'OFCE.</p> <p><b>Page 4</b> Europe: Remettre la monnaie à sa place, par Jean-Claude Mailly.</p> <p><b>Page 5</b> Austérité: Un sommet européen pour une discipline de plomb. Bruxelles: Le texte approuvé érige la rigueur en «règle d'or».</p>	<p><b>Page 6</b> Retrait: Forte mobilisation dans l'Éducation nationale. Moselle: Les salariés de Sonopress se battent contre la fermeture.</p> <p><b>Page 7</b> Internet: En visant FO, les pirates du Web se trompent de combat. Salaires: Grève historique des saisonniers à Mérébel.</p> <p><b>Page 8</b> Luxe: Grève très suivie à l'Hôtel Concorde Montparnasse. Emploi: Cauval (Aveyron): FO dénonce l'inégalité territoriale.</p> <p><b>Page 9</b> Psychiatrie: Le scandale du «médiateur».</p> <p><b>Page 12</b> Plan «TransForm 2015»: Air France-KLM dans le collimateur de la rigueur. Transport et logistique: L'avenir de 3000 salariés suspendu au sort de la SERNAM (ex-SNCF).</p>	<p><b>Page 13</b> Les droits: Applicabilité de la clause de dédit-formation et prise d'acte: solution! Consommation: Toujours moins de crédit accordé au crédit par les ménages.</p> <p><b>Page 14</b> Le chiffre de la semaine. Les chiffres utiles. Les allocations chômage.</p>	<p><b>Page 15</b> La monnaie unique: Les aléas de l'euro. Parution &gt; La rédaction vous signale. Voix de presse: Vol à vue: atteindre la grève.</p> <p><b>Page 16</b> Une sélection de livres. Théâtre: L'Opéra du dragon: quand le conte sort les dents.</p>	<p><b>Pages 17 à 20</b> Le SMIC dans le collimateur des libéraux.</p>			<p><b>Pages 10 et 11</b> TVA sociale: erreur économique... et un danger social.</p>

## Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Service photos: G. Ducrot (8467)  
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par  
01 40 52.  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1<sup>er</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



*Créée par la jurisprudence, la prise d'acte de rupture n'est pas, quand elle est reconnue comme résultant d'un «manquement grave» de l'employeur, une démission du salarié, donc ce dernier n'a pas à rembourser les sommes dépensées pour sa formation, même si, dans le contrat de travail, existe une clause de dédit-formation. C'est*

*également ce que vient de considérer tout aussi logiquement la Cour de cassation, qui a indiqué clairement en l'espèce «qu'une clause de dédit-formation ne peut être mise en œuvre lorsque la rupture du contrat de travail est imputable à l'employeur», ce qui équivaut à un licenciement sans cause réelle et sérieuse.*

## APPLICABILITÉ DE LA CLAUSE DE DÉDIT-FORMATION ET PRISE D'ACTE: SOLUTION!

Par un arrêt en date du 11 janvier 2012 (Cass. soc., 11 janvier 2012, n°10-15.481 P), la chambre sociale de la Cour de cassation a eu, pour la première fois, à se prononcer sur l'applicabilité d'une clause de dédit-formation en cas de prise d'acte de la rupture.

Rappelons d'abord que la clause de dédit-formation est celle par laquelle le salarié s'engage à restituer à l'employeur, s'il vient à quitter l'entreprise avant le délai fixé par la clause, tout ou partie des frais de formation que cette dernière a supportés. Cette clause a donc pour objectif de dissuader le salarié de quitter l'entreprise après avoir bénéficié d'une formation aux frais de celle-ci.

Jusqu'alors, la Cour de cassation a toujours envisagé la mise en œuvre de cette clause sous l'angle de la démission (Cass. soc., 4 février 2004, n°01-43.651). Autrement dit, la clause de dédit-formation n'est opposable au salarié qu'en cas de démission de celui-ci.

En l'espèce, les hauts magistrats sont interrogés quant à l'applicabilité de cette clause dans l'hypothèse nouvelle de la prise d'acte de la rupture. En effet, une salariée a été engagée en qualité de psychologue par la société Acti-route le 7 janvier 2005. Son

contrat de travail comportait une clause de dédit-formation par laquelle elle s'engageait à rester cinq ans au service de la société; dans l'hypothèse où la rupture intervenait entre le 24<sup>e</sup> et le 36<sup>e</sup> mois suivant l'embauche, un remboursement à hauteur de 60% des frais engagés par la société pour la formation serait à la charge de la salariée. La salariée prend acte de la rupture de son contrat de travail le 19 février 2007. Elle reproche à l'employeur son classement à un coefficient inférieur à celui correspondant à son niveau de formation. Elle saisit le conseil de prud'hommes afin que la rupture soit reconnue comme produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse. La prise d'acte est jugée justifiée et produira, à ce titre, les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Pour autant, la société a introduit une demande reconventionnelle en remboursement des frais de formation au titre de la clause de dédit-formation.

La Haute juridiction a alors expressément indiqué «qu'une clause de dédit-formation ne peut être mise en œuvre lorsque la rupture du contrat de travail est imputable à l'employeur». Elle a ainsi pu retenir que «la prise d'acte de la rupture de la salariée produisait

les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse, ce dont il résultait que la salariée n'avait pas manqué de son fait à son engagement de rester pendant une certaine durée au service de son employeur en contrepartie de la formation qui lui était dispensée». En l'espèce, l'employeur ne pouvait donc pas prétendre au remboursement des frais engagés par la société pour la formation de la salariée.

Cette solution mérite d'être approuvée pour deux raisons. D'une part, dans les faits, il est indéniable qu'elle s'avère favorable à la salariée. D'autre part, sur le plan juridique, cette solution est cohérente avec le régime jurisprudentiel de la prise d'acte. En effet, en l'espèce, plutôt que de considérer que la prise d'acte résulte d'une initiative du salarié et ainsi permettre à la clause de dédit-formation de recevoir application quelle que soit la légitimité de la rupture, les hauts magistrats ont tenu compte des effets de la prise d'acte (démission ou licenciement sans cause réelle et sérieuse), afin de rendre exigible le remboursement des frais de formation uniquement dans l'hypothèse d'une prise d'acte produisant les effets d'une démission.

Si l'on se réfère, pour exemple, à la solution apportée par la Cour de cassation sur la question du paiement de l'indemnité compensatrice de préavis par le salarié, les juges avaient d'ores et déjà tenu ce même raisonnement puisque ce n'est que dans l'hypothèse où la prise d'acte aurait les effets d'une démission que le salarié serait redevable de cette indemnité (Cass. soc., 8 juin 2011, n° 09-43.208 P+B).

### CLAUSE

Disposition particulière d'un acte juridique (contrat, acte unilatéral, jugement, loi, règlement administratif...). Précise certains éléments, comme les règles, obligations ou modalités d'exécution ...

### PRISE D'ACTE

Nouveau mode de rupture d'un contrat de travail, réservé au seul salarié. D'origine jurisprudentielle. Suppose, de la part de l'employeur, un ou plusieurs manquements suffisamment graves pour empêcher la poursuite du contrat de travail.

### CAUSE RÉELLE ET SÉRIEUSE

Motif de licenciement. Réelle: si les faits allégués ont vraiment existé. Sérieuse: si ces faits ont été suffisamment graves pour empêcher la poursuite du contrat de travail.

## CONSOMMATION

## TOUJOURS MOINS DE CRÉDIT ACCORDÉ AU CRÉDIT PAR LES MÉNAGES

Seuls 4% des ménages envisagent de souscrire un prêt immobilier en 2012 et 3,6% un ou plusieurs crédits à la consommation «dans les six premiers mois de 2012», a révélé une étude de l'Observatoire des crédits aux ménages publiée le 19 janvier 2012 et réalisée en novembre 2011. Elle confirme la baisse engagée les années précédentes: respectivement 4,8% et 4,1% fin 2010 et 5,6% et 4,4% en 2009. Pour cet organisme émanant de la Fédération bancaire française (FBF), il s'agit d'un «repli important». Témoignant d'une «frilosité rarement observée», selon *Le Figaro*, qui déplore le fait que les Français apparaissent «moins confiants dans l'avenir». Et pourtant on le saurait

à moins après des années de «modération» salariale et d'alarmisme sur la crise de la dette et les annonces de faillite de la France.

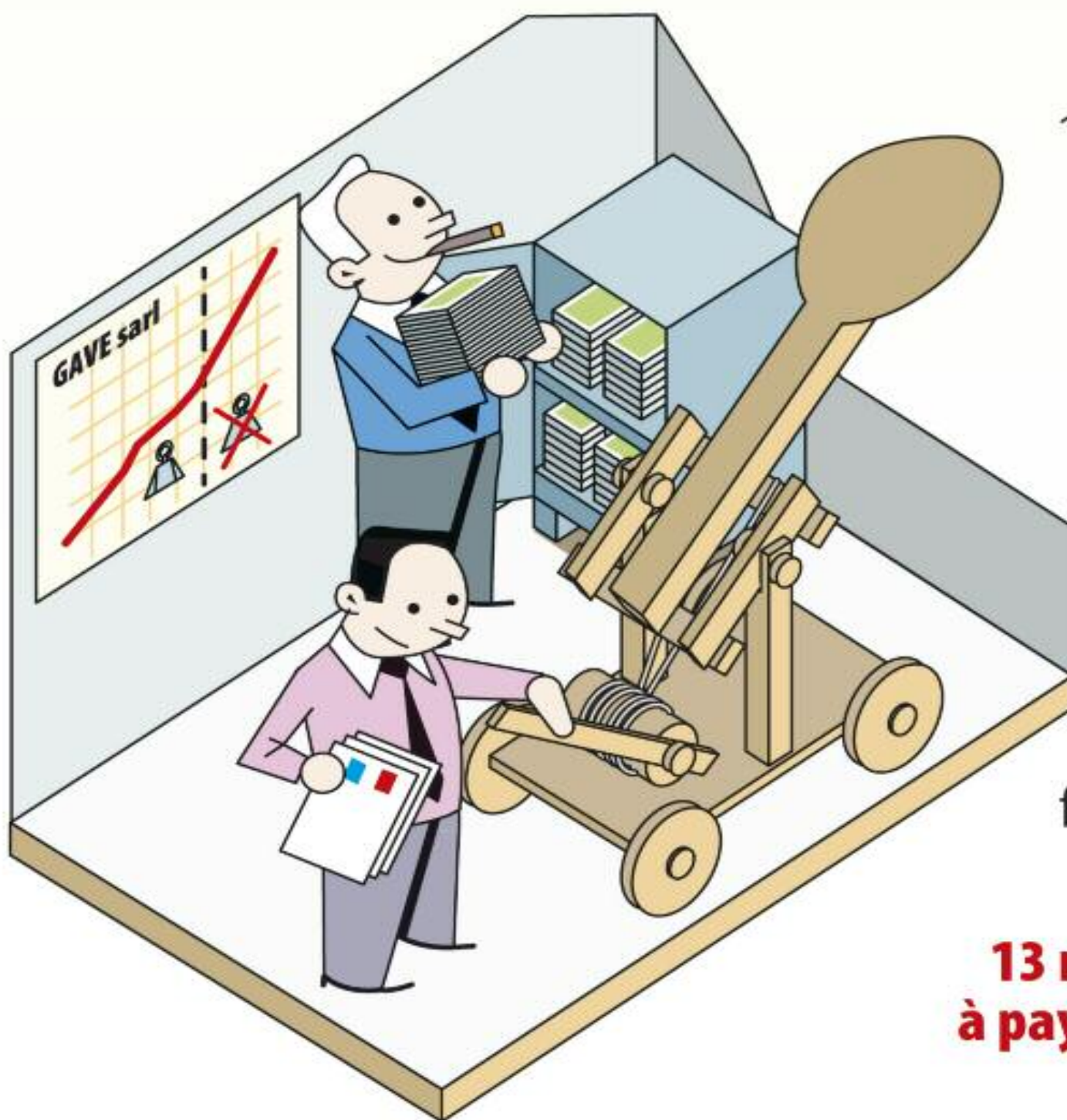
«La demande de crédits immobiliers, qui a reculé d'environ 30% depuis 2007, est au plus bas depuis la fin des années 1980», constate l'auteur de ce rapport, le professeur d'économie Michel Mouillart (Paris X-Nanterre). Ce spécialiste de l'immobilier note également benoîtement que «la dégradation rapide de l'économie et de ses perspectives» a «affecté les ménages qui recourent aux crédits: l'appréciation qu'ils portent sur leur situation financière s'est de nouveau dégradée et ils sont moins à l'aise avec leur budget que par le

passé». Un scoop! Quoi qu'il en soit, effet ou non des mises en garde des associations de consommateurs, les intentions de recours aux crédits à la consommation ont poursuivi leur baisse pour la quatrième année consécutive, passant de 5,1% en 2007 à 3,6%. De plus, les ménages estiment que le «poids de leurs charges de remboursement s'est alourdi». Et c'était avant l'allègement récemment annoncé de leur porte-monnaie par les hausses de TVA.

**AFOC** Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur [afoc.net](http://afoc.net) – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).



# TVA sociale : une erreur économique...



Suppression  
des cotisations  
sociales (branche  
famille de la Sécu)

=

**13 milliards en moins  
à payer pour les patrons**

**FO**  
*la force syndicale*

Le projet gouvernemental reprend une vieille re

Il prévoit de supprimer les cotisations sociales d  
la Sécu payées par les employeurs (soit un cadeau  
d'euros) et d'augmenter la TVA de 1,6 % au 1<sup>er</sup> oc  
d'euros de surcoût pour les ménages).

Sans effet notable sur l'emploi, cette mesure, si  
Parlement, se traduirait par une augmentation  
baisse du pouvoir d'achat des salariés.



## ... et un danger social



+1,6 point de TVA au 1<sup>er</sup> octobre

=

**11 milliards d'euros supplémentaires à la charge des consommateurs**

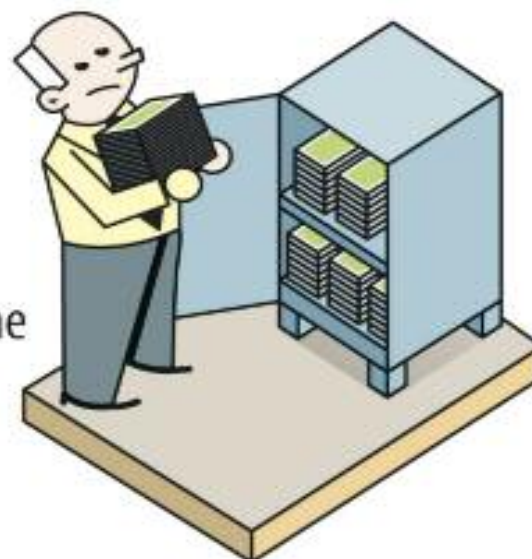


**La revendication patronale.**  
de la branche famille de  
au de 13 milliards  
octobre (11 milliards  
elle est adoptée par le  
des prix et par une

2 points de CSG en plus  
sur les revenus du patrimoine

=

**2 milliards d'euros**



Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

### LE SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:  
**9,22 euros l'heure**,  
soit **1 398,37 brut**  
**par mois**  
pour 151,67 heures.

### FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement  
dans la fonction publique:  
depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012:

**1 398,35 euros brut.**

Plafond mensuel  
de la Sécurité sociale  
du 1<sup>er</sup> janvier  
au 31 décembre 2012  
**3 031 euros.**

### ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:

Au 1<sup>er</sup> avril 2011:

**8 907,34 euros** par an  
pour une personne seule  
**(742,27 euros par mois)**  
**14 181,30 euros** par an  
pour un couple

Minimum contributif majoré:

**7 974,55 euros** par an  
pour une personne seule  
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée  
(tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin  
omnipraticien:

**23,00 euros**

Au cabinet du médecin  
spécialiste:

**25,00 euros.**

## LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

1,575

Poursuivant son augmentation, le nombre de foyers espagnols dont tous les membres sont au chômage a atteint 1,575 million fin 2011, a révélé, le 27 janvier dernier, l'institut officiel de statistiques espagnol, l'INE (Instituto Nacional de Estadística, équivalent de l'INSEE). Une année qui a vu quelque 140 000 jeunes entre 16 et 29 ans retourner chez leurs parents, a évalué un rapport de l'Observatoire de la jeunesse en Espagne (Injuve), qui a également estimé à plus de 500 000 ceux qui l'ont déjà fait depuis 2008, soit 20,7% de cette classe d'âge. Près d'un actif espagnol sur quatre est au chômage, et dans la catégorie des moins de 25 ans ils sont un sur deux à être sans emploi.

### COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

CRDS<sup>(1)</sup>: 0,5% depuis le 1<sup>er</sup> février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

#### ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC  
Tranches A et B 2,40%

APEC<sup>(2)</sup> 0,024%

#### RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B  
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC  
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF  
Tranche A<sup>(3)</sup> 0,80%  
Tranche B<sup>(4)</sup> 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

### ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €  
3 enfants: 286,94 €  
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge  
des allocations:

35,38 € de 11 à 16 ans  
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après  
le 30 avril 1997, vous ne  
recevrez pas ces deux ma-  
jorations; vous recevrez  
une majoration de 62,90 €  
à partir du mois suivant  
leur 14<sup>e</sup> anniversaire.

### CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à  
27,66 euros par jour au mini-  
mum, mais ne peut dépasser  
75% du salaire journalier de  
référence (salaire des douze  
mois qui ont précédé la rup-  
ture du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails  
dans le tableau «Allocations  
chômage» ci-dessous.

### INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011  
+0,4%

DU 31/12/2010 AU 31/12/2011  
+2,5%

DU 01/01/2011 AU 31/12/2011  
+2,5%

#### INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4<sup>e</sup> trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

## LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

### LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.  
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

#### Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.